



Ils ont dit:

« Nous encourageons la CVR pour ce travail important qu'elle est en train de mener pour que les Burundais sachent la vérité sur le mauvais passé ... pour que nous construisions ensemble notre Pays », a dit **Sabine Ntakarutimana**, Premier Vice-président de l'Assemblée Nationale

« Personne ne doit se sentir coupable ou être traité ainsi pour des actes commis par ses parents, les grands-parents ou les gens de son ethnie », a dit **Prosper Bazombanza**, Vice-Président de la République

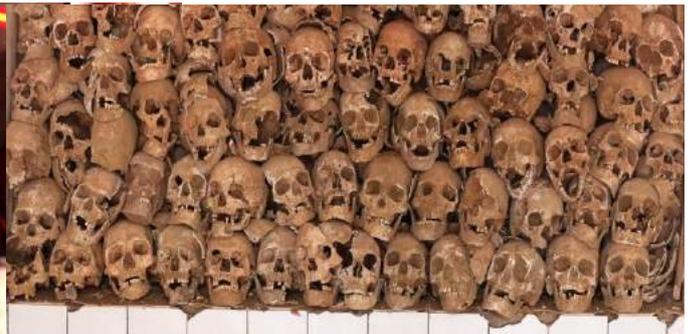
Dans ce numéro :

- Plus de 500 victimes de la crise de 1972 exhumées en province Muyinga **2**
- Kirundo: des témoins menacés par de présumés auteurs **3**
- Reportages à Mwaro et à Buterere sur les fosses communes **4**
- Bilan de la campagne CVR en Mairie de Bujumbura **5**
- Des restes humains tirés des fosses communes de Buterere **6**
- Muramvya et Mwaro: deux provinces sinistrées en 1972 **7**
- Kirundo et Muyinga en images. 1972. Horreur et atrocités attestées par des fosses communes **8**

La Vérité au service de la Réconciliation

N° 16
Juillet—Septembre 2021

LA CVR SATISFAITE DE LA MISSION DES DIPLOMATES AU SITE DE GITEGA



Ambassadeur Nizigama Ntamahungiro Elsie, conseillère technique à la Présidence, pleure devant les restes humains de Gitega (Photo: CVR)

En date du 30/06/2021, un groupe de diplomates accrédités au Burundi a visité le lieu provisoire de la CVR abritant des ossements humains et autres objets exhumés dans les fosses communes excavées dans le centre du pays : Vallée de la Ruvubu, Mashitsi, Nyabunyovu, Nyambeho et Mutobo.

Au total, la CVR compte au moins onze mille victimes de la crise de 1972 exhumées dans ces fosses communes comme annoncé par l'Amb. Pierre Claver Ndayicariye.

La visite des diplomates a été suivie d'une explication des images photos montrant la CVR à l'œuvre. Ce sont des illustrations comprenant des images relatives aux exhumations, au nettoyage des ossements, à la préparation des fosses communes, à la conservation et à l'entretien des fosses communes.

Devant ces ossements humains (crânes et tibias en masse), certains diplomates n'ont pas tardé de verser les larmes. Les femmes diplomates ont eu le cœur brisé, à voir combien de fois les enfants du Burundi ont été sauvagement tués. Elles ont exigé que ces atrocités, et surtout les violations des droits des femmes qui ont été commises durant cette période, ne se répètent plus jamais.

EXHUMATION DES FOSSES COMMUNES A GASURA



Commune et zone Vumbi, colline et quartier Gasura, Des fosses communes ont été confirmées et exhumées. En plus des ossements, des objets personnels ont été exhumés : des habits et des bracelets. Au 29/05/2021, 87 victimes assassinées en 1972 et jetées dans ces fosses communes avaient été déjà exhumées. Plusieurs citoyens sont venus assister à ces exhumations.

PLUS DE 500 VICTIMES DE 1972 EXHUMÉES EN PROVINCE MUYINGA

Le 26 juin 2021, une prière œcuménique s'est tenue dans la province Muyinga, commune et zone Buhinyuza, colline Kirimba, sous colline Burenza sur le terrain de football Buhinyuza en mémoire des victimes de la crise de 1972. Les cérémonies ont commencé par trois prières animées par Monseigneur Protais Nkwirikiye du côté de l'Église catholique, le pasteur Nduwimana Barthélemy qui a représenté l'Église anglicane et Cheikh Ismail pour la communauté musulmane.

Ils demandent tous pardon à Dieu pour le mal fait, car au lieu de creuser des fosses pour planter des bananiers, des arbres respectueux de l'environnement et des arbres fruitiers, les hommes ont creusé des tranchées pour ensevelir leurs semblables tués pour rien.

Les cérémonies se sont déroulés en présence du premier vice-président de l'Assemblée nationale Ntakarutimana Sabine, du conseiller social et culturel à la Présidence, des représentants du peuple élu dans cette circonscription, le gouverneur de la province Muyinga, ainsi que des représentants des institutions gouvernementales.

Le Vice-président de la CVR Ninziza Clément Noé a souligné que pendant les cinq semaines d'enquêtes, d'auditions et d'exhumations des restes humains dans la province de Muyinga, la Commission Vérité et Réconciliation a auditionné des veuves, des orphelins et des témoins qui ont accepté de donner des informations à la CVR. La province de Muyinga a beaucoup souffert car de nombreuses personnes ont été jetées dans des fosses

communes, dans la rivière militaires, des gendarmes, des Ruvubu, les autres leurs commerçants, des paysans corps ont été laissés à l'air aisés, et même des élèves de libre pour être dévorés par l'école secondaire. des bêtes sauvages.

Des auteurs présumés ont été cités par des témoins vivants: administrateurs communaux, militaires, policiers, certains membres du parti Uprona et de la JRR.

Les gens ciblés étaient des bahutu et parmi eux figurent des fonctionnaires, des

En commune Mwakiro, une fosse commune emblématique a été exhumée dans la forêt de Ruvubu et six autres fosses sont restées sans candidats. Ces fosses ont été creusées par la population à la demande des autorités administratives, leur indiquant qu'elles allaient servir lors des manœuvres militaires.



Des ossements des victimes de la crise de 1972 à Buhinyuza

Les fosses communes exhumées dans la province de Muyinga sont situées dans les communes de Mwakiro, Buhinyuza, Butihinda et Giteranyi. Les ossements y exhumés sont de 571 personnes assassinées. La CVR a appris qu'à Butihinda les victimes arrêtées étaient exposées au soleil toute la journée sur le terrain de l'ancienne

commune, les mains liées par derrière le dos contre le sol afin de mieux les exterminer la nuit. D'autres victimes étaient obligées de se battre, car on leur mentait que si l'une parvenait à tuer l'autre, elle sera sauvée. Mais après avoir tué son codétenu, il était lui aussi tué par des policiers communaux. Quel cynisme!

Dans son discours de circonstance, le Premier Vice-président de l'Assemblée Nationale, Hon. Sabine Ntakarutimana a invité les Burundais à collaborer avec la Commission Vérité et Réconciliation en venant témoigner sur ce qu'ils ont vu pendant les violations massives des droits de l'homme qui ont endeuillé le Burundi.

KIRUNDO : DES TEMOINS MENACES PAR DES PRESUMES AUTEURS

Les cérémonies de clôture provisoire des activités de la CVR en Province Kirundo, le 26 juin 2021, à Vumbi, ont été rehaussées par la présence de Prosper Bazombanza, Vice-Président de la République ainsi que par Abel Gashatsi, Deuxième Vice-Président de l'Assemblée nationale du Burundi.

Bien qu'il n'était encore qu'un enfant en 1972, le Gouverneur de Kirundo a dit qu'il a appris que des victimes arrêtées étaient emmenées directement vers le chef-lieu de la commune de Vumbi. Certaines personnes étaient convoquées à des réunions, d'autres devaient, dit-on aller, s'expliquer sur des dettes qu'ils auraient contractées auprès de l'État.

D'autres personnes ont été rassemblées dans la forêt de Murehe en commune Busoni lors d'une attaque rebelle de 1973. Ceux qui sont partis vers cet endroit ont tous été massacrés.

Il espère alors que la CVR va enfin révéler la vérité sur toutes ces informations et contribuer à la réécriture de la véritable histoire du pays sur cette crise qui a coûté la vie à de beaucoup de victimes en 1972.

Ainsi, la CVR aura contribué à dissiper toutes les rumeurs et mensonges colportés à propos de la crise de 1972/1973, a dit le Gouverneur Hatungimana.

A son tour, le Président de la CVR a affirmé que la province de Kirundo a été gravement touchée par la crise de 1972. Les auteurs des atrocités ont été cités par des témoins encore vivants, notamment des veuves, des orphelins et des survivants. En 1972, la province de Kirundo était encore un arrondissement de la province de Muyinga, autant dire que ces deux provinces vivaient la même épreuve.

Ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye a révélé que le travail de recherche des fosses communes dans la province de Kirundo s'est heurté à certaines difficultés.

Ce sont notamment des témoins qui ont été menacés et terrorisés par des familles des auteurs présumés.

Il a affirmé que lors des exhumations, la Commission a trouvé des corps décapités et d'autres manquant certaines parties. Le nombre total de personnes exhumées dans la province Kirundo est de 157, la commune Vumbi venant en tête avec 116 victimes.

LES VISITEURS APPRÉCIENT LE TRAVAIL DE LA CVR

***Rwasa Véronique**, une femme muhutu, 67 ans, cultivatrice, résidant à Gasura en commune Vumbi, province Kirundo : « *Nous vous remercions pour le travail que vous faites. Nous sommes soulagés par ce travail* ».

***Bayahunde Révérien**, un mutwa, cultivateur de 54 ans, a dit : « *Nous sommes venus voir ce que vous faites car nous avons appris qu'il y avait des fosses communes que vous avez trouvées. Ce travail est appréciable* ».

***Havyarimana Jean-Bosco**, un enseignant muhutu, 43 ans, zone Gasura, commune Vumbi, province Kirundo : « *Nous sommes contents de ce travail car il apaise nos cœurs et surtout que les nôtres vont être enterrés dignement et que la vérité sera connue* ».

***Buregeya Jean Bosco**, 48 ans, un magistrat mutusi résidant à Nyarunazi. Il dit qu'il avait appris qu'il y avait des fosses communes à Vumbi, mais pour lui ce n'était qu'une histoire inventée. Maintenant il en découvre la vérité sur ce passé triste.

BILAN DES EXHUMATIONS DANS MUYINGA ET KIRUNDO

COMMUNE	COLLINE	FOSSES COMMUNES CONFIRMÉES	VICTIMES EXHUMÉES
MWAKIRO	MUSENGA	1	262
BUHINYUZA	BURENZA	3	129
GITERANYI	KAYOVE	1	36
BUTHINDA	BUTHINDA	1	25
TOTAL PROVINCE MUYINGA		6	452

COMMUNE	COLLINE	FOSSES COMMUNES CONFIRMÉES	NOMBRE DES VICTIMES
BUSONI	GISENYI	1	41
BUSONI	MUREHE	9	0
VUMBI	GASURA	54	87
TOTAL PROVINCE KIRUNDO		63	128

REPORTAGES A MWARO ET A BUTERERE SUR LES FOSSES COMMUNES

Mwaro : Fosses communes découvertes dans des boisements

En date du 13 septembre 2021, la CVR a découvert en zone et commune Gisozi, colline Nyamiyaga, sous-colline Banda, dans un boisement d'araucarias (urukariha en kirundi) et des pins (pinus), plusieurs fosses communes datant de 1972. Le boisement d'araucarias a été planté en 1965 par le Ministère de l'Agriculture à travers le Fonds belge pour le reboisement des collines dénudées du Burundi. Les eucalyptus qui entouraient ces boisements ont été plantés à la même période. Des fosses communes y ont été creusées peu avant la période douloureuse de 1972 par la population lors de travaux communautaires. Plusieurs victimes provenant de la commune Gisozi et des communes environnantes telles que Bisoro, Nyakararo, Makamba, Kibumbu, Kayokwe, Kibimba et même au-delà y ont été jetées.

Durant cette période, Gisozi et Bisoro formaient une seule entité administrative : la commune Bisoro. Les militants de la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR) et ceux du parti UPRONA « *abadasigana* » dont des conseillers collinaires dirigés par Ntagwarara Antoine, Administrateur communal de Bisoro, arrêtaient des gens sur les collines et les emmenaient au chef-lieu de la commune. Le bureau communal était situé à quelques 200 m de ce boisement. Il y avait également un cachot dans lequel les victimes arrêtées étaient d'abord détenues. Quelque temps après, certaines victimes étaient ligotées pour être soi-disant emmenées à Muramvya pour s'expliquer auprès des autorités administratives. Malheureusement, elles ne dépassaient pas ces boisements. Elles étaient tuées à coup des massues, de lances et de bambous fourchus et pointus avant d'être poussées dans ces fosses communes. Les autres étaient abattues dans le cachot, et leurs corps étant traînés au sol jusqu'à ces fosses, sur une distance de plus de 200m pour y être balancés.

En bas du boisement d'araucarias, il se trouve un autre boisement de pinus (*pinus sylvestris*) planté autour des années 1976 dans le même programme de couverture des collines arides du Burundi par le Ministère de l'Agriculture de l'époque financé par le Fonds belge. Ces deux boisements sont séparés par un sentier qui mène vers la colline Mugeru. En bas de cette allée se trouve un ravin dans lequel trois fosses communes vérifiées et confirmées par la CVR ont été découvertes. Ces fosses communes sont côte à côte. Elles auraient été creusées par les victimes elles-mêmes avant leur exécution en 1972. Selon les témoignages recueillis par la Commission, les victimes les creusaient le matin, et le soir elles y étaient emmenées, contraintes de s'asseoir au-dessus du ravin qui surplombe ces fosses dans un alignement situé en contrebas. Les bourreaux les battaient à coups de massues sur la tête avant de balancer leurs corps dans les fosses et de les recouvrir de terre.

Des fosses communes semblables à des tranchées

Au total, la CVR a exhumé des ossements humains de 516 victimes dans les 6 fosses communes à la forme de tranchées, situées dans les araucarias, tandis que dans le boisement de Pinus, elle a exhumé 240 victimes dans les 3 fosses communes. Le total s'élève à 756 victimes exhumées. Les restes humains découverts étaient recroquevillés sur eux-mêmes et entremêlés. Ils étaient disposés sur plusieurs niveaux allant de deux à trois, séparés les uns des autres par une couche de sol de moins de 20cm d'épaisseur.

Au cours de cette campagne d'enquêtes dans la province de Mwaro sur les violations graves des droits humains perpétrées en 1972 et les fosses communes qui en ont résulté, dix-huit d'entre elles ont été exhumées. Par ailleurs, 5 ont été exhumées par la CVR 1 en 2017 en commune Rusaka, zone Makamba, colline et sous-colline Gasenyi lors de la construction de l'Ecole Technique des Métiers. Les ossements de 267 personnes assassinées ont été exhumés à cette époque. Au total, 23 fosses communes contenant les ossements de 1 098 personnes assassinées ont été exhumées dans la province de Mwaro.

Éric Sinzobahwanya

Buterere : Des maisons érigées sur des restes humains

La zone de Buterere est l'une des endroits les plus cités par les témoins de la CVR pour contenir de nombreuses fosses communes des victimes de 1972. Or ces lieux sont actuellement bâtis de maisons. Les mêmes témoins racontent que des restes humains ont été déterrés et dispersés ici et là lors de la construction de ces maisons d'habitation.

Après le lancement officiel des activités de la CVR en Mairie de Bujumbura, les équipes de Commissaires et Cadres de la CVR se rendent dans différents quartiers pour mener des enquêtes et investigations sur les violations des droits de l'homme commises en 1972. Le quartier de Buterere est l'un des plus mentionnés comme ayant un nombre considérable de fosses communes.

Les témoignages reçus par la CVR indiquent que des corps des victimes tuées dans la Mairie de Bujumbura ont été emmenés à cet endroit. En 1972 la localité n'était qu'une grande étendue de forêt dont la plupart des zones étaient recouvertes d'herbes et d'eau. En plus, la zone Buterere a longtemps été une décharge publique pour les ordures collectées en Mairie de Bujumbura.

Les témoins précisent que les lieux d'exécution des victimes étaient des camps militaires de l'époque, notamment le Camp Base situé en zone Musaga et le Camp Ngagara. Les premières victimes de la crise de 1972 dans la ville de Bujumbura étaient des militaires. Même les civils arrêtés étaient d'abord chargés dans des voitures et conduits vers ces camps militaires.

Des sources de la CVR dans ces camps disent que les personnes arrêtées étaient tuées vers minuit. Leurs corps étaient chargés directement dans des camions militaires et conduits dans la zone de Buterere. Les militaires étaient tués par balles et baïonnettes tandis que les civils étaient achevés par baïonnettes. La CVR a également appris qu'en grande partie, ces victimes étaient aussi tuées à l'aide des houes usées (*udufimi*). Parmi les informateurs de la CVR figurent certains chauffeurs des camions qui transportaient les cadavres. Mais ils ont été choqués et forcés d'abandonner le travail après avoir à leur tour échappé de justesse à la mort sur des fosses communes.

Des restes humains déterrés et jetés ailleurs

Sous le régime du Président Bagaza Jean Baptiste, la zone de Buterere a connu des changements remarquables en matière d'urbanisme et d'assainissement. En effet, la société AMSAR a signé un contrat de construction avec la Société SETEMU (Services Techniques Municipaux) à des fins d'assainissement de la ville de Bujumbura. Et pour amener ce travail au bon port l'entreprise SETEMU s'est empressée de construire 6 stations d'épuration des eaux usées collectées dans la ville de Bujumbura.

Des témoins affirment que ces stations d'épuration ont été construites sur des fosses communes contenant des victimes de la crise de 1972 en Mairie de Bujumbura. La preuve est que, lors du creusement de ces stations, beaucoup d'ossements humains et d'objets métalliques ont été ramassés par les personnes qui fréquentaient cet endroit. Ces ossements humains étaient ensuite éparpillés autour de ces stations d'épuration alors que les objets métalliques comme des pièces de voiture étaient une source de revenus financiers pour les personnes qui faisaient le commerce d'objets métalliques usés.

Actuellement, ces stations d'épuration sont entourées de maisons d'habitation. Les riverains d'un endroit connu sous le nom de « Ku bumwe » contactés par la CVR disent qu'un certain nombre d'ossements humains sont encore collectés lors de la construction de maisons d'habitation.

Pour rappel, la CVR a découvert ce vendredi, une deuxième fosse commune dans la localité. Sept (7) fosses communes ont déjà été vérifiées et quelques ossements ont été retrouvés.

Willy Ntakarutimana

BILAN DE LA CAMPAGNE CVR EN MAIRIE DE BUJUMBURA



Bujumbura, 11/08/2021: fouilles vérification de deux fosses communes datant de 1972 renseignées dans la commune Ntahangwa, zone Buterere, quartier Buterere, cellule Dorsale



Bujumbura Mairie 13/08/2021: Siège CVR stock des restes déjà exhumés dans la Mairie de Bujumbura

La Commission Vérité et Réconciliation s'est redéployée du 27 juillet au 28 août 2021 dans les trois communes urbaines de Bujumbura et dans toutes ses 13 zones où elle a pu auditionner 154 personnes, soit 31 en commune Muha, 35 en commune Mukaza, 68 en commune Ntahangwa et 17 personnalités politiquement actives en 1972, en plus des témoins de la crise de 1972 dans les écoles secondaires comme à l'ENA, à l'Athénée royal, à l'ENE de Ngagara, au Collège du Saint Esprit, à l'ETS Kamenge, au Grand Séminaire, au Petit séminaire de Kanyosha, à l'Ecole Moyenne Pédagogique des filles, et même à la Prison centrale de Mpimba.

Des veuves et des orphelins ont raconté que des militaires disaient qu'ils étaient à la recherche des insurgés Mayi mulele venus aider les Bahutu à faire la guerre au Burundi, qu'un couvre-feu et des barrages sur les routes ont favorisé les arrestations des victimes qui auraient tenté de fuir et qu'il était interdit de passer d'une localité à une autre sans se munir d'un laissez-passer.

Les mêmes victimes ont dit comment elles ont été chassées des maisons de l'Etat et même des maisons familiales qu'elles occupaient avant d'être réduites à l'errance. Les arrestations se faisaient sur base de listes, tandis que les victimes étaient acheminées directement soit dans des camps militaires, soit au District de Bujumbura où elles étaient achevées à l'aide de gourdins, de marteaux, ou de baïonnettes.

En 1972, très peu de victimes ont été fusillées. La principale accusation : vous êtes des traîtres, des Bamenja, vous avez acheté des machettes pour tuer des Batutsi, ou alors vous avez perçu de l'argent des étrangers. Des barrières étaient érigées et gardées par des militants de la JRR pour dissuader toute tentative de fuite. Les familles des victimes ont dit qu'elles ne pourraient jamais oublier la manière dont les leurs étaient tabassées et torturées, frappées à mort, déshabillées, ligotées, étouffées, exposées au soleil et à la faim, étranglées, piétinées, ou fusillées.

Une femme, N.G. a parlé dans son audition du 6/8/2021 d'un cas d'une personne crucifiée à Ngagara, tandis qu'un ancien prisonnier de Mpimba est allé mon-

trer à la CVR la manière dont les victimes étaient écrasées par des camions avant que leurs cadavres ne soient jetées dedans pour une destination inconnue. La Commission a eu connaissance des Batutsi qui ont tenté de protéger des Bahutu en danger de mort. Il y en a qui ont été victimes de leur sens de l'humanité, au moment où d'autres Batutsi ont été tués en règlements de compte par des pêcheurs en eaux troubles.

Les archives du ministère de la justice, celles du Parquet général, du ministère de l'éducation nationale et d'ailleurs ont révélé d'autres tristes réalités : à la veille de la catastrophe de mai et juin 1972, des citoyens innocents ont été accusés de distributions des écrits excitants les populations contre les pouvoirs établis, réactionnaires monarchistes, donc antirépublicains projetant ou préconisant le retour à la monarchie ; propagation de tracts et de rumeurs contre le Président Michel Micombero et les autorités du pays ; tenue de réunions à caractère subversif...

A l'Ecole Nationale d'Administration, une cinquantaine d'élèves ont disparu de cette école qui en comptait autour de 150. A l'Athénée Royal, la CVR a documenté des cas d'arrestations des élèves bahutu blessés par leurs condisciples à la veille de la Fête de l'Ascension en 1972.

Au Collège du Saint Esprit géré par les Pères Jésuites, il n'y a pas eu beaucoup d'arrestations, mais des élèves Batutsi parmi les grands, armés de couteaux et de pierres se sont organisés pour infliger à leurs camarades de classe des coups et des blessures. A l'ETS de Kamenge, des élèves ont été emportés vers une destination inconnue par un officier de l'armée en date du 17 mai 1972. Et l'Etat burundais n'a jamais dit aux parents où sont passés leurs enfants...

Des informateurs ont dit à la CVR que ce sont des camions militaires qui transportaient des cadavres vers les fosses communes de Buterere. Des intellectuels, des étudiants, des élèves, des fonctionnaires, des commerçants, des gens aisés bahutu ont été jetés là-bas. Tout cela a été l'œuvre du régime Micombero. Des chauffeurs zairois ont été utilisés pour creuser à l'aide des machines pelleteuses de type Poclair ces fosses communes. L'un de ces chauffeurs en est devenu fou!

DES RESTES HUMAINS TIRES DES FOSSES COMMUNES DE BUTERERE



En date du 7 septembre 2021, à Buterere (Bujumbura), lors de la clôture provisoire des activités d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme en 1972 et les fosses communes de la même année en Mairie de Bujumbura. Amb. Pierre Claver Ndayicariye montre aux autorités présentes les ossements des victimes de 1972 exhumés dans la zone Buterere. En cravate bleue: le 2ème Vice-Président du Sénat, Hon. Nshimirimana Cyriaque

AME 47829/Buj

- 2 -

N°s	NOM ET PRENOM	DATE D'ENTREE EN PRISON
1.	MATHEU Mathias	Mandat d'Arrêt du 30.04.72
2.	BARANKWANA Nental	du 30.04.72
3.	MUKITO Honoré	du 30.04.72
4.	KANKUYO Venance	du 30.04.72
5.	BARIHANA Tharcisse	du 30.04.72
6.	STERCKX Hubert Théophile	du 30.04.72
7.	MUGIRIKI Jean	du 30.04.72
8.	BANDEREMBAKO Zacharie	du 30.04.72
9.	NTAVUMBA Cyrille	du 30.04.72
10.	NDAYAGOZE Martin	du 30.04.72
11.	SPRYKURU Raymond	du 30.04.72
12.	BURASEKUYE Marcien	du 30.04.72
13.	NGANYIRANDE Sylvain	du 30.04.72
14.	HEZUMURYANO Weceles	du 30.04.72
15.	KEZA Jean Pierre	du 30.04.72
16.	NDIKUMUGONGO Simon	du 30.04.72
17.	KIROPAYE Maurice	du 30.04.72
18.	MLIAGO Alphonse	du 30.04.72
19.	GARIMBERI Etienne	du 01.05.72
20.	NIMESHA Antoine	du 01.05.72
21.	MINANI alias MBAZO	du 01.05.72
22.	NGOJEYE Séverin	du 01.05.72
23.	BIVUGIRE	du 01.05.72
24.	GAHUNGU Melchior	du 01.05.72
25.	1er Cl. NSABIMANA Etienne	du 01.05.72
26.	CISHAHAYO André	du 01.05.72
27.	BANFA Albert	du 01.05.72
28.	NIVYABANDI François	du 01.05.72
29.	BUKENE Mesilias	du 01.05.72
30.	1er Cl. NISIGARO N° Matr.2130	du 01.05.72
31.	Sammuel SIMBARE	du 01.05.72
32.	NDAKOZE Pamphile	du 01.05.72
56.	NTWENGA Venant	Mandat d'Arrêt du 01.05.72
57.	NDUBAHA Simon	du 01.05.72
58.	NCEZA Abbé	du 01.05.72
59.	NTIBANSIGA Emmanuel	du 01.05.72
60.	BOYAYO Abraham	du 01.05.72
61.	NEARUKANGA Antoine	du 01.05.72
62.	EKIDA Jean	du 01.05.72
63.	NCAHORURI Léonard	du 01.05.72
64.	BARAGENGA Joseph	du 01.05.72
65.	NSABIYAGA Benoît	du 01.05.72
66.	SINIHA Yucandus	du 01.05.72
67.	NSABIMANA Jean	du 01.05.72
68.	NYARUSHATYI Drogatias C/OETS	du 01.05.72
69.	NYANDWI Jean-Baptiste	du 01.05.72
70.	KARENZO C/O Ponte et Chaussées	du 01.05.72
71.	MWAMARAYIZA Mathias	du 01.05.72
72.	NIRUBUSA 1er Cl. matr.3208	du 01.05.72
73.	MUSIZI Isirabahenda Zacharie	du 01.05.72
74.	NDIKURANA Mathias C/O B.B.A.	Mandat d'arrê du 02.05.72
75.	NYABENDA Caspard	du 02.05.72
76.	SINZURUNSI Augustin	du 02.05.72
77.	MUSIMBO Bonaventure (Etudiant ENS)	du 02.05.72
78.	BARHEMSESE Juvenal (de l'UOB)	du 02.05.72
79.	MINANI André	du 02.05.72
80.	BARIBEMUCHE Joseph	du 02.05.72
81.	NYANDWI Damien C/O Codification	du 02.05.72
82.	RYOHORI Joseph	du 02.05.72
83.	KANWA Mathieu	du 02.05.72
84.	GAHORO Adrien	du 02.05.72
85.	SIMBAVIMPRÉ	du 02.05.72
86.	KINOMBE Mathias (Etudiant à l'ENS)	du 02.05.72
87.	BUTOBISOKO Aloys	du 02.05.72
88.	SINYUFA Bonifère	du 02.05.72
89.	KARADAYE Simon	du 02.05.72
90.	NYUNDA Tharcisse	du 02.05.72
91.	KYURO Séverin	du 02.05.72
92.	KAMANA Eric C/O Néogaudi	du 02.05.72

Les archives révèlent aussi leurs secrets. La CVR a retrouvé dans les registres d'écrou de la prison centrale de Mpimba une liste de plus de 900 personnes, arrêtées et tuées entre le 30 avril et le 18 mai 1972: des ministres, des directeurs généraux, des officiers, de simples militaires, des fonctionnaires, des cadres des banques et des sociétés, et mêmes des étudiants de l'Université du Burundi. Le Burundi a fait un grand bond en arrière sur le plan économique et social après avoir perdu plusieurs milliers de ses fils et filles (Photo: CVR)

MURAMVYA ET MWARO: DEUX PROVINCES TRES SINISTRES EN 1972

La Commission Vérité et Réconciliation a clôturé le 25 septembre 2021 en province Mwaro, les travaux de recherche de la vérité sur les événements de 1972. L'activité avait été lancée le 8/9/2021 sur la colline Gasenyi, zone Makamba, commune Rusaka, endroit où des fosses communes ont été renseignées, vérifiées et confirmées lors de la construction du Centre d'enseignement des métiers de Makamba.

Près de cent témoins des tueries de cette période sont venues se confier à la CVR dans la province Mwaro. Ils ont été 65 dans la province Muramvya. Les deux provinces ont été traitées concomitamment. Elles formaient en 1972 une même entité administrative.

Conçu au départ pour durer deux semaines, du 6 au 18 septembre 2021, il s'est avéré impératif de prolonger la mission pour terminer les exhumations déjà entamées et les auditions des personnes clés identifiées au cours des deux premières semaines. D'où il a été décidé d'ajouter la semaine du 20 au 26/9/2021.

Les principales leçons tirées des enquêtes faites en provinces Muramvya et Mwaro sont les suivantes :

1. Bien que les investigations concernaient les violations des droits humains pour l'année 1972, la CVR a écouté aussi des témoignages des citoyens sur la crise de 1965. Les personnes ressources étaient convaincues que les tueries de l'année 1972 plongent leurs racines dans celles de 1965.
2. Les auditions faites montrent que le régime du Président Michel Micombero avait en 1972 des comptes à régler aux bahutu et à certaines autres personnes jugées « monarchistes », ou encore attaché à l'ancien monarque Charles Ndirizeye, déposé le 28/11/1966.
3. Un ressentiment d'injustice se fait remarquer dans cette ancienne province royale où Micombero avait envoyé ses *missi dominici* ressortissant presque entièrement de sa province natale Bururi. Le régionalisme avait déjà fait son lit dans le pays depuis plusieurs années.
4. Fonctionnaires, commerçants, étudiants, élèves, moniteurs agricoles, paysans aisés... ont été massacrés sur base ethnique. Le régime Micombero a pris le prétexte des attaques des mayi mulele dans la région de l'Imbo, le 29/4/1972 pour arrêter, à base de listes préétablies, conduire dans des cachots, tuer et jeter dans des fosses communes, des milliers de bahutu accusés d'être des traîtres *abamenja* complices avec les assaillants.
5. Les fosses communes exhumées dans la province de Muramvya sont au nombre de dix (10) dans lesquelles il a été retiré **1.068 victimes** des tueries de l'année 1972 ; tandis que dans la province de Mwaro, la CVR a exhumé 23 fosses communes dans lesquelles elle a retiré **1.098 victimes** de la même période.
6. Les informateurs bahutu revendiquent la reconnaissance du génocide de 1972 commis contre leur communauté et déclarent, près d'un demi-siècle après, être encore traumatisés par ce qu'ils ont subi, d'avril à juillet 1972, et au-delà. Pour leur part, les informateurs batutsi parlent de vengeance et ne démentissent pas que les tueries visaient les bahutu. Dans la province de Mwaro, des familles de batwa en ont été aussi victimes.

7. Les auditions ont mis en exergue la responsabilité première de l'Etat dans ces tueries, dans la mesure où les autorités, au lieu de protéger d'honnêtes citoyens, ont plutôt été des plus actives dans les arrestations, les tueries et les pillages des familles des victimes.



Lors de la clôture des activités à Muramvya, le Président de la CVR, l'Amb. Pierre Claver Ndayicariye, s'est félicité de la présence des élèves à cette cérémonie, futurs cadres de l'Etat, afin qu'ils puissent témoigner de leurs yeux et oreilles de l'histoire longtemps cachée qui a marqué le pays en 1972. Le Président de la CVR a également affirmé que le régime de 1972 a commis un crime en utilisant les moyens et les fonctionnaires de l'Etat.

Dans son discours de circonstance, le Premier Vice-président de l'Assemblée nationale, Hon. Sabine Ntakarutimana, a de nouveau rappelé aux auteurs présumés de ces tueries qui sont encore en vie de penser à demander pardon. Ce numéro 2 de l'Assemblée Nationale a informé que la CVR a pour mission de la recherche de la vérité sur les périodes sombres qui ont endeuillé notre pays. Mais la Commission ne joue en aucun cas le rôle de la justice.

Beaucoup d'interlocuteurs ont affirmé être prêts à témoigner publiquement sur ce qu'ils ont vu. Ils sont aussi d'avis que le pouvoir actuel devrait :

- ⇒ Faire une déclaration publique que les victimes de la barbarie de l'année 1972 étaient innocentes pour la plupart ;
- ⇒ Effacer le poids de la trahison collé à leurs familles sous le sobriquet injurieux de *abamenja* ;
- ⇒ Décréter une période de deuil et de levée de deuil pour les victimes des tueries de l'année 1972 ;
- ⇒ Procéder aux réparations en faveur des familles des victimes (orphelins, veuves) ;
- ⇒ Enterrer en dignité les restes humains récemment exhumés ;
- ⇒ Construire un monument en souvenir de ces victimes et y mettre les noms de celles-ci ;
- ⇒ Travailler pour la paix, le pardon et la réconciliation nationale afin que le Burundi ne connaisse plus jamais les affres de la guerre et des tragédies comme celles de l'année 1972.

KIRUNDO ET MUYINGA EN IMAGES. 1972. HORREUR ET ATROCITÉS ATTESTÉES PAR DES FOSSES COMMUNES



Visite guidée à la fosse commune située tout près du bureau communal de Vumbi où la CVR a exhumé des restes humains. Cette fosse commune est située près de la salle de réconciliation. En 1972, la salle était une maison d'arrêt où les victimes étaient détenues avant d'être tuées.

Commune et zone Vumbi, colline et quartier Gasura, 15 fosses contenant chacune une seule personne ont été confirmées et exhumées. Des ossements de personnes assassinées en 1972 y ont été exhumés.



Des restes humains tirés de la fosse commune de Buhinyuza (Photo : CVR, 26 juin 2021)

En plus des ossements, la CVR a retrouvé des effets personnels, surtout des habits et des perles de femmes



C'est en date du 6 mai 2021 qu'une fosse commune a été confirmée à la sous-colline Burenza, colline Kibimba, derrière le bureau de la zone Buhinyuza, ex-commune de la même localité en province de Muyinga. Cette fosse commune se trouve dans un domaine de l'Etat, mais actuellement exploité par un particulier. Les victimes sont des fonctionnaires, des commerçants et des paysans aisés qui étaient arrêtés dans différentes localités avoisinant la commune lors de la crise de 1972. Les massacres ont continué jusqu'en 1973 où des policiers communaux de Buhinyuza venaient arrêter des bahutu dans leurs ménages en les accusant d'être des sorciers.

Exposition à Buhinyuza des restes humains tirés des fosses communes datant de la crise de 1972 dans la province de Muyinga (Photo: CVR)